

Cote du document: EB 2018/LOT/G.12
Date: 22 novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, relative au Programme pour les agriculteurs d'Asie et du Pacifique

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: (+39) 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: (+39) 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don qui figure au paragraphe 25.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, relative au Programme pour les agriculteurs d'Asie et du Pacifique

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Le Programme pour les agriculteurs d'Asie et du Pacifique proposé s'inscrit dans le cadre de la participation de plus en plus active des organisations paysannes et des organisations de producteurs ruraux de la région Asie-Pacifique au développement économique rural. Ces organisations font face à plusieurs difficultés: réduire la pauvreté rurale, améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, assurer et améliorer l'accès des petits exploitants aux perspectives de développement (y compris les débouchés commerciaux et du secteur agroalimentaire), et augmenter leur présence dans les filières agricoles. Gérées par leurs propres membres, les organisations paysannes (OP) sont de plus en plus dynamique et réactive, et sont capables de se réinventer pour défendre les intérêts d'un large éventail de producteurs issus de divers contextes socioéconomiques (parmi lesquels les personnes vulnérables, tels que les femmes, les jeunes et les minorités ethniques). Ces organisations paysannes apportent un appui actif à leurs membres et se font l'écho de leurs préoccupations, points de vue, intérêts et attentes, y compris dans les processus de prise de décision.
2. Depuis 2009, le FIDA fournit un appui aux petits exploitants et producteurs de la région Asie-Pacifique ainsi qu'à leurs organisations, dans le cadre des deux phases du Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes de la région Asie et Pacifique (MTCP1 et MTCP2) et du Forum paysan du FIDA. Le MTCP2 approche de son terme, prévu en juin 2019.
3. Les premières expériences du MTCP1 et du MTCP2 ont permis d'établir une base pour la création d'un réseau solide et consolidé d'organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique, à même de représenter et de soutenir leurs membres, y compris les petits exploitants et les groupes vulnérables. Ces organisations paysannes sont aujourd'hui des institutions fortes, en mesure: i) d'offrir des services solides et rentables aux petits exploitants ; ii) de relayer les préoccupations prioritaires des petits exploitants au niveau régional et national, et de faire pression pour que la réglementation leur soit favorable.
4. S'inspirant de la réussite du MTCP1, le MTCP2 a augmenté le nombre de pays, d'organisations paysannes et d'agriculteurs particuliers représentés. Mais surtout, le MTCP2 est à l'origine de la réorientation des activités des organisations paysannes vers la prestation de services économiques aux agriculteurs, par: la création de coopératives agricoles et l'appui à celles-ci, la constitution de groupes de produits et la consolidation du dialogue avec les partenaires du secteur privé au niveau des pays. En Asie du Sud-Est, le FIDA et l'Union européenne ont également apporté leur appui à la présence des jeunes agriculteurs sur les marchés. Ces mesures initiales requièrent un appui technique et financier supplémentaire pour consolider et reproduire à plus grande échelle les résultats obtenus à ce jour. Le

programme proposé vise à consolider ces acquis tout en encourageant les organisations paysannes à étendre leurs activités au moyen de partenariats élargis avec les secteurs public et privé.

5. À mesure que leurs capacités en matière de prestation de services et de réforme des politiques seront renforcées, ces organisations paysannes deviendront des partenaires de développement et des prestataires de services essentiels reconnus par les acteurs du développement, tels que le FIDA, l'Union européenne ainsi que d'autres donateurs et administrations. Le programme proposé permettrait d'amplifier l'action menée jusqu'à présent pour renforcer les organisations paysannes de la région Asie et Pacifique. Plus concrètement, il est conçu de manière à renforcer la participation des organisations paysannes à l'élaboration des politiques et à les accompagner dans la conception et la prestation de services, notamment commerciaux, à leurs membres.
6. Le programme proposé s'inscrit dans le droit fil des priorités du FIDA, ainsi que des engagements pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11). Il concourra à la réalisation du mandat du FIDA en encourageant l'investissement au service des populations rurales et en donnant à ces dernières les moyens d'augmenter leur sécurité alimentaire, d'améliorer leur situation nutritionnelle et d'accroître leurs revenus par l'intermédiaire de leurs propres organisations, en Asie et dans le Pacifique.
7. Le programme est également conforme à la Politique du FIDA en matière de dons¹ puisqu'il promeut l'adoption d'approches et de technologies novatrices, évolutives et favorables aux plus démunis, par l'entremise des organisations paysannes, en leur qualité de représentants des petits exploitants. Grâce à leur collaboration avec diverses parties prenantes, les organisations paysannes deviendront les dépositaires des nouvelles approches et technologies innovantes du secteur agroalimentaire, qu'elles pourront ensuite diffuser. Le programme vise également à renforcer les capacités des organisations paysannes afin qu'elles deviennent des institutions fiables et reconnues ainsi que des partenaires essentiels de développement susceptibles, notamment, de participer aux concertations sur les politiques et d'agir sur celles-ci, aux niveaux régional, sous-régional et national. Le plaidoyer et la participation à l'élaboration de politiques seront encouragés par une collaboration plus étroite entre les organisations paysannes afin de permettre aux petits exploitants de mieux exploiter les possibilités de la filière agroalimentaire. Enfin, le programme produira des savoirs et les diffusera à grande échelle en faisant appel au vaste réseau d'organisations paysannes de la région.
8. Compte tenu de son rôle de chef de file éprouvé au sein du MTCP2² et de son appui au renforcement des capacités des organisations paysannes en matière d'agriculture et de développement rural, l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable (AFA) a été retenue parce qu'elle était la mieux placée pour mettre en œuvre ce programme.

II. Le programme proposé

9. Le programme proposé a pour but principal de contribuer à la création d'un environnement propice à la réduction de la pauvreté rurale par l'appui aux petits exploitants ruraux et à leurs organisations aux niveaux régional, sous-régional et national, dans la région Asie et Pacifique.
10. L'objectif poursuivi est de doter les organisations paysannes des compétences professionnelles nécessaires pour qu'elles puissent fournir à leurs membres des services professionnels et techniques durables et axés sur la demande, et participer à un dialogue constructif sur les politiques menées afin d'améliorer les moyens

¹ Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

² Dans le cadre du MTCP2, l'AFA avait été sélectionnée par voie de concours.

d'existence et les revenus des petits exploitants et des producteurs d'Asie et du Pacifique.

11. Le groupe cible sera composé de ménages d'agriculteurs et de producteurs ruraux notamment de petits exploitants et de groupes vulnérables, par leur participation aux organisations paysannes. Ce groupe cible comprend les petits exploitants et producteurs, hommes et femmes, qui sont membres d'organisations paysannes locales et nationales de l'un des 29 pays de la région, ou qui souhaitent le devenir³.
12. Se fondant sur l'expérience acquise dans le cadre du MTCP2, on estime que 3 millions d'agriculteurs bénéficieront de l'adoption de réformes politiques propices et de la création d'un environnement réglementaire favorable résultant du renforcement institutionnel et de l'appui fourni aux organisations paysannes et aux réseaux aux niveaux sous-régional et national.
13. Parmi le groupe cible des petits exploitants et producteurs, il existe un sous-groupe de petits exploitants qui, aidés par leur organisation paysanne, peuvent devenir des acteurs économiques dynamiques dans les chaînes de valeur nouvelles. Le programme fournira les outils et l'appui au renforcement des capacités des organisations paysannes dans le domaine de la commercialisation, de l'analyse de modèles commerciaux et économiques, du courtage et de la négociation avec les secteurs privé et bancaire, l'objectif étant de permettre aux petits exploitants de nouer des partenariats public-privé-producteurs (4P) et des partenariats dans le secteur agroalimentaire. Près de 150 000 ménages devraient prendre part aux partenariats 4P négociés et mis en place par leurs organisations paysannes.
14. Exécuté sur cinq ans, le programme comprendra les composantes suivantes:
 - i) conception des services des OP; ii) participation à l'élaboration des politiques;
 - iii) gestion, suivi-évaluation (S&E), et coordination du programme.

III. Effets/produits escomptés

15. Les effets escomptés de ce programme sont les suivants: i) accès amélioré et régulier aux services professionnels et aux services aux entreprises pour les membres des organisations paysannes et les organisations de membres dédiées à la production et à la commercialisation, en particulier aux services de leurs propres organisations; ii) participation des petits exploitants à des partenariats agroalimentaires produisant de meilleurs revenus; iii) création d'un environnement réglementaire favorable au développement équitable et durable des petits exploitants, grâce à la consolidation du réseau d'organisations paysannes.
16. Les principaux produits escomptés liés à la composante 1 comprennent:
 - 1.1.1 – Cartographie et profilage – Création de répertoires nationaux des OP;
 - 1.1.2 – Élaboration des plans d'activité et de renforcement des capacités des OP;
 - 1.1.3 – Création de centres de services et de conseils aux entreprises;
 - 1.2.1 – Création d'un fonds consacré au développement des OP;
 - 1.2.2 – Élaboration d'un modèle 4P pour les OP; 1.2.3 – Mise en place des accords de partenariat 4P.
17. Les principaux produits escomptés liés à la composante 2 comprennent:
 - 2.2.1 – Élaboration d'une stratégie des OP en matière de participation à l'élaboration des politiques ; 2.1.2 – Formation des dirigeants des OP aux compétences essentielles en matière de médiation dans le domaine de l'action publique; 2.1.3 – Accréditation des OP dans les organes sous-régionaux;
 - 2.1.4 – Création d'un fonds pour l'élaboration des politiques et le développement

³ Afghanistan (nouveau), Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Îles Cook, Fidji, Inde, Indonésie, Kirghizistan (nouveau), République démocratique populaire lao, Malaisie (nouveau), Maldives (nouveau), Mongolie (nouveau), Myanmar, Népal, Nouvelle-Calédonie, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Îles Salomon, Sri Lanka, Tadjikistan (nouveau), Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Vanuatu et Viet Nam.

des savoirs; 2.1.5 – Élaboration de notes et de documents d'orientation et définition de parcours d'apprentissage.

18. L'attention particulière portée à la promotion de systèmes efficaces de suivi-évaluation, de gestion des savoirs et d'apprentissage, en complément du programme de gestion des savoirs et d'apprentissage du FIDA, constitue un point important du programme. Les résultats, les enseignements tirés de ces interventions et les expériences mises en commun dans 29 pays apporteront une valeur ajoutée considérable aux programmes actuels et futurs du FIDA et de l'Union européenne. L'apprentissage et l'information résultant de ce programme seront assortis d'activités de plaidoyer soutenues par le programme et d'autres programmes du FIDA dans la région.

IV. Modalités d'exécution

19. Le programme s'inspirera des enseignements du passé et affinera les modalités de gestion opérationnelle établies par le MTCP2 aux niveaux régional, sous-régional et national. Il s'agira notamment de rationaliser les fonctions de gestion financière, de suivi-évaluation et de gestion des savoirs confiées à l'AFA en qualité d'organisme régional d'exécution. Les organismes d'exécution sous-régionaux (notamment dans les pays du Pacifique, en raison de leur dispersion géographique) et nationaux seront sélectionnés par l'AFA. Des responsables sélectionnés assureront la coordination et l'orientation opérationnelles de la participation à l'élaboration des politiques sous-régionales et nationales.
20. La gestion du programme sera dirigée par un comité de pilotage régional et trois comités sous-régionaux qui seront chargés: i) de fournir des orientations concernant le fonctionnement des plateformes régionales, sous-régionales et nationales; ii) d'assurer la coordination entre les parties prenantes sous-régionales et nationales, les groupes de travail et autres parties prenantes concernées par l'exécution; iii) d'examiner et d'approuver les plans de travail et les budgets annuels ainsi que les rapports annuels de situation; iv) d'assurer la coordination des actions conjointes telles que les consultations, et les actions de lobbying et de représentation.
21. Pour simplifier la gestion du don, un accord de don unique sera conclu entre le FIDA et l'AFA en sa qualité de bénéficiaire du don. S'il y a lieu, l'AFA pourra conclure des accords subsidiaires avec d'autres partenaires d'exécution, en précisant et en détaillant les rôles et responsabilités qui incombent à chaque partie, si le FIDA n'y voit pas d'objection.
22. La passation des marchés de biens et de services financés dans le cadre de ce programme sera conforme aux directives du FIDA en la matière.
23. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du programme

24. Le coût total du programme est estimé à 48,7 millions d'USD, soit un don de 3 millions d'USD du FIDA, un financement de l'Union européenne d'un montant de 17,6 millions d'USD, des contributions des organisations paysannes de 1,1 million d'USD et un cofinancement de 27 millions d'USD issu: des propositions de partenariats 4P/secteur agroalimentaire présentées dans le cadre de projets en cours du FIDA et de l'Union européenne (15 millions d'USD); d'institutions financières participantes (IFP) (10 millions d'USD); d'autres partenaires (2 millions d'USD). Environ 82% du budget est lié à la composante 1 (conception des services

des OP), qui comprend le financement des partenariats 4P/secteur agroalimentaire⁴.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Don du		OP	Projets en cours de l'UE/du FIDA			Total
	FIDA	Don de l'UE		FIDA	IFP	Autre	
1. Conception des services des OP	1 050	11 800	100	15 000	10 000	2 000	39 950
2. Participation à l'élaboration des politiques	1 000	3 900	550	-	-	-	5 450
3. Gestion, S&E et coordination du programme	950	1 900	450	-	-	-	3 300
Total	3 000	17 600	1 100	15 000	10 000	2 000	48 700

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Don du		OP	Projets en cours de l'UE/du FIDA			Total
	FIDA	Don de l'UE		FIDA	IFP	Autre	
1. Services de consultants	825	3 701	300	-	-	-	4 826
2. Équipement et matériel	100	500	-	-	-	-	600
3. Biens, services et intrants	50	420	150	-	-	-	620
4. Dépenses de fonctionnement	-	200	100	-	-	-	300
5. Salaires et indemnités	500	1 000	100	-	-	-	1 600
6. Ateliers	600	2 040	450	-	-	-	3 090
7. Formation	75	439	-	-	-	-	514
8. Frais de voyage et indemnités	350	300	-	-	-	-	650
9. Dons subsidiaires	500	9 000	-	15 000	10 000	2 000	36 500
Total	3 000	17 600	1 100	15 000	10 000	2 000	48 700

VI. Recommandation

25. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme pour les agriculteurs d'Asie et du Pacifique, accordera un don de trois millions de dollars des États-Unis (3 000 000 USD) à l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, sur une période de cinq ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration.

Gilbert F. Houngbo
Président

⁴ Le financement des partenariats 4P/secteur agroalimentaire requiert un total de 36,5 millions d'USD afin de cibler 150 000 ménages, l'investissement prévu par agriculteur s'élevant à près de 245 USD.

Results-based logical framework

Results Hierarchy	Indicators ⁵				Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit	Baseline ⁶	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Number of persons receiving services promoted or supported by the project (core indicator outreach 1)	Total	N/A	3 million	M&E system/ Partners reports	monthly	RIA	
Goal: To contribute to an enabling environment for rural poverty reduction, through instrumental support to rural smallholders and their organizations at national, sub-regional and regional levels in Asia and the Pacific	Households with improvement in quality of their diets sufficiency	Percentage	N/A	30%	Baseline and completion surveys	Baseline and Completion	RIA	Political stability Political and policy support for farmer organizations Pro-poor agricultural and rural development policy agendas
	Number of countries with NFOs with standing representation/ seats in official agricultural/ RD policy platforms	Number	14	8 new countries; 3 sub-regional	Baseline, Reports by FO platforms/ forums	Annually	RIA	
Development Objective: Farmer organizations are professionally capacitated to provide sustainable demand-driven (business and technical) services to their members and engage in effective policy dialogue for the improved livelihoods and incomes of smallholder farmer/ producers in Asia and the Pacific	% of FOs providing new or improved advisory technical services to their members	Percentage	10	20	Baseline and completion surveys;	Annually	RIA	Political stability Political and policy support for farmer organizations Relatively stable market demand and conditions for agri-products
	Number of FOs engaged in formal partnership arrangement with leading policy makers/ influencers	Number	104 ⁷	29 ⁸	Feature stories; case studies			
Component: <u>FO services development</u> Outcome 1.1 <i>Farmer organization members and member-based production and marketing organizations have increased and regular access to professional services, and business services especially, from their organizations</i>	Number of FOs (new) with professional services	Number	10	20	Baseline and completion surveys	Baseline and Completion	RIA	
	% of FOs supported by service centres	Percentage	10	20	M&E system, field surveys	Annually	SRIA/ RIA	
Outputs <i>1.1.1 Mapping and profiling - establishment of FO national directories;</i> <i>1.1.2 Elaborated FO business and capacity building plans</i> <i>1.1.3 Establishment of the (business and advisory)</i>	Number of national FO directories established	Number	26	29	Annual reports	Annually	NIAs	
	Number of FO members directly served by technical/ business services from FOs with embedded market-based business model	Number	TBD	7000 ⁹	Annual reports	Annually	SRIA/ RIA	

⁵ Data will also be disaggregated by national/sub-regional/regional levels; data for all household related indicators should be disaggregated by poverty status, age and gender to the extent feasible

⁶ Baseline figures will be updated with MTCP2 final results where appropriate and based on the baseline survey

⁷ This refers to the number of MTCP2 FOs to-date, engaged in regular policy dialogue with policy makers

⁸ One formal partnership per country for those countries already supported under MTCP2

⁹ 1000 members per FO, per country, with 7 FOs with newly embedded business model

Results Hierarchy	Indicators ⁵				Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit	Baseline ⁵	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<i>service centres</i>	% of FOs supported by service centres	Percentage	0	20	Annual reports service centre reports	Bi-annually	TA within SRIA/ RIA	
Outcome 1.2 <i>Small farmers are gainfully included in agribusiness partnerships¹⁰ for better income-generation</i>	% of 4P partnerships in operation after 3 years	Percentage	0	50	Baseline completion surveys	Baseline, MTR and Completion	RIA	Value chain actors are willing to cooperate and work together
	% of supported FO members reporting a minimum 30% increase in income	Percentage	0	50	Baseline survey, annual reports, completion	Annually	NIA/ SRIA/ RIA	Steady market demand and conditions
Outputs <i>1.2.1 Establishment of the dedicated fund for FO development</i> <i>1.2.2 Developed FO 4P model</i> <i>1.2.3 4P arrangements in place</i>	Number of FOs with access to the dedicated fund	Number	0	12/ country	Annual reports	Bi-annually	NIA/ RIA	Willingness and mutual benefits to producers and companies
	Number of HHs implicated in a 4P partnership	Number	0	150,000	Annual reports	Annually	NIA/ RIA	
Component 2: Policy engagement Outcome 2 <i>An improved policy environment for equitable and sustainable smallholder development, by way of the strengthened FO network</i>	Number of policies benefitting smallholder farmers adopted at national, sub-regional and regional levels	Number	10 national; 1 sub-regional	15 national; 3 sub-regional	Baseline completion surveys	Baseline and Completion		Political stability Political and policy support for farmer organizations
	Number of institutionalized partnerships between FOs and national, sub-regional or regional bodies	Number	1	3	Baseline completion surveys	Annually	SRIA/ RIA	Pro-poor agricultural and rural development policy agendas
Outputs <i>2.1.1 Elaboration of FO strategy for policy engagement</i> <i>2.1.2 FO leaders trained in priority skills for policy mediation</i> <i>2.1.3 Accreditation of FOs in sub-regional bodies</i> <i>2.1.4 Establishment of the policy and knowledge development fund</i> <i>2.1.5 Policy briefs and papers elaborated and learning routes established</i>	% of FOs with defined policy engagement strategy	Percentage	50	80	Baseline completion surveys	Annually	NIA	
	Number of functional multi-stakeholder platforms supported	Number	12	12 ¹¹	Annual reports	Annually	NIA/ SRIA/ RIA	
	Number of (new) policy-relevant knowledge products, research and studies completed	Number	11	10 new	Annual reports	Annually	RIA	

¹⁰ Note that 4P arrangements will be a new approach introduced by APFP; this type of partnerships was not in place previously

¹¹ 5 in SEA; 4 in SA; 3 in the Pacific